

**AVENANT N° 37 DU 21 FEVRIER 2019  
À LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU NOTARIAT DU 8 JUIN 2001  
DANS SA REDACTION ISSUE DE L'ACCORD DU 19 FEVRIER 2015**

**ACCORD DE SALAIRES**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**Le Conseil supérieur du notariat**, dont le siège est à PARIS 7<sup>ème</sup>, 60, boulevard de La Tour-Maubourg,

&

**Le Syndicat national des notaires**, dont le siège est à PARIS 8<sup>ème</sup>, 73, boulevard Malesherbes,

Formant la délégation patronale des notaires,

**D'UNE PART,**

ET

**La Fédération des services C.F.D.T.**,  
dont le siège est à PANTIN (93), 14, rue Scandicci,

**Le Syndicat national des cadres et techniciens du notariat**,  
dont le siège est à PARIS 8<sup>ème</sup> (75), 59/63, rue du Rocher,  
ledit syndicat affilié à la **C.F.E. - C.G.C.**,

**La Fédération « commerce, services et force de vente » C.F.T.C.**,  
dont le siège est à PARIS 19<sup>ème</sup> (75), 34, quai de la Loire,

**La Fédération nationale des personnels des sociétés d'études C.G.T.**,  
dont le siège est à MONTREUIL (93), 263, rue de Paris,

**La Fédération générale des clercs et employés de notaire**,  
dont le siège est à PARIS 8<sup>ème</sup> (75), 31, rue du Rocher,  
ladite fédération affiliée à la **c.g.t. – F.O.**

**D'AUTRE PART,**

**Il est convenu :**

### Article 1

Au titre de l'article 14 de la Convention collective nationale du notariat du 8 juin 2001, dans sa rédaction issue de l'accord du 19 février 2015, la valeur du point est fixée à **14,02 euros pour 35 heures**.

### Article 2

Le tableau ci-dessous indique les minima des divers niveaux arrondis à l'euro supérieur.

Catégories	Niveaux	Coefficients	Salaires mensuels	
			1 <sup>er</sup> /03/2018 point à 13,72€	1 <sup>er</sup> /03/2019 point à 14,02€
Employés	E2	115	1.578	1.613
	E3	120	1.647	1.683
Techniciens	T1	132	1.812	1.851
	T2	146	2.004	2.047
	T3	195	2.676	2.734
Cadres	C1	220	3.019	3.085
	C2	270	3.705	3.786
	C3	340	4.665	4.767
	C4	380	5.214	5.328

L'augmentation de salaire résultant de l'application du présent accord s'impute, lorsqu'elles existent encore, sur les indemnités différentielles créées pour maintenir le salaire en cas de réduction du temps de travail à 35 heures. Il est expressément rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au S.M.I.C., sauf application des dispositions de l'accord de branche du 10 juillet 2008 relatif aux contrats de professionnalisation dans le notariat.

### Article 3

Le présent accord prend effet au **1<sup>er</sup> mars 2019**.

Il sera rendu public et versé dans une base de données nationale, en application des articles L2231-5-1 et R2231-1-1 du Code du travail.

Il sera déposé conformément aux articles L2231-6 et D2231-2 et suivants du Code du travail et sera porté à la connaissance des employeurs et des salariés par sa mise en ligne sur le portail REAL, intranet de la profession, chaque employeur conservant la preuve de sa diffusion à tous les membres du personnel, par tout moyen.

Il sera soumis à la procédure d'extension prévue aux articles L2261-24 et suivants du Code du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, en 8 exemplaires,  
Le 21 février 2019.

<b>Pour la délégation patronale des notaires :</b>	
<b>Pour la Fédération des services C.F.D.T.</b>	<b>Pour le Syndicat national des cadres et techniciens du notariat, CFE-CGC</b>
<b>Pour la Fédération « commerce, services et force de vente » affiliée à la C.F.T.C.</b>	<b>Pour la Fédération nationale des personnels des sociétés d'études C.G.T.</b>
<b>Pour la Fédération générale des clercs et employés de notaire c.g.t. – F.O.</b>	